

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°629 – 7 mai 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Retour sur la visite du Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, au Togo

Les 26 et 27 avril 2026, le Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, s'est rendu à Lomé où il a eu une série d'entretiens avec plusieurs autorités togolaises, dont le [Président du Conseil, Faure Gnassingbé](#), le [Ministre des affaires étrangères, de la coopération, de l'intégration africaine, Robert Dussey](#), le Ministre chargé de la Santé, Jean-Marie Koffi Tessi, et la Ministre de l'Efficacité du Service Public et de la Transformation Numérique, Cina Lawson.



Le Ministre Jean-Noël Barrot a également rencontré les Conseillers du Commerce Extérieur et la communauté française au Togo. Ce déplacement a mis en lumière la densité et la diversité de la relation économique bilatérale entre la France et le Togo, et valorisé la contribution positive à l'économie nationale et à l'emploi des 51 filiales d'entreprises françaises présentes dans le pays. A titre d'illustration, le Ministre Jean-Noël Barrot a visité les travaux de rénovation et d'extension du CHU de Lomé-Campus, réalisés par [ELLIPSE Projects](#) et financés par la DG Trésor française, Natixis et Bpifrance Assurance Export. Le Ministre a également participé à des activités liées à la coopération culturelle et muséale à Aneho, et au sein de [l'Institut Français](#) avec des étudiants togolais. Enfin, cette visite fut également l'occasion de renforcer la relation bilatérale entre les deux pays dans d'autres domaines-clé tels que la formation et le numérique, avec [l'annonce du projet Campus42](#) à Lomé.

Ce déplacement précède le Sommet "[Africa Forward](#)" qui aura lieu les 11 et 12 mai prochains à Nairobi, co-organisé par la France et le Kenya, et qui marque une étape majeure pour l'avenir des relations économiques entre la France et les pays du continent africain.



Le chiffre à retenir

8

L'équivalent en nombre de mois
d'importations des réserves de change
de l'UEMOA en mars 2026



Régional

Hausse des prix des carburants en Côte d'Ivoire et au Bénin

Le 30 avril 2026, les autorités ivoiriennes et béninoises ont décidé de relever les prix des carburants dans leurs pays, rejoignant ainsi le Mali et la Guinée-Bissau parmi les pays de l'UEMOA ayant déjà procédé à des hausses depuis le début du conflit au Moyen-Orient. En [Côte d'Ivoire](#), le prix du litre d'essence est passé de 820 FCFA (1,25 EUR) à 875 FCFA (1,33 EUR), et celui du gasoil de 675 FCFA (1,03 EUR) à 700 FCFA (1,07 EUR). Au [Bénin](#), les prix du litre d'essence et du gasoil ont été portés respectivement à 725 FCFA (1,11 EUR) et 750 FCFA (1,14 EUR), en hausse chacun de 30 FCFA (+0,05 EUR). Ces nouveaux tarifs sont applicables depuis le 1^{er} mai 2026. Par ailleurs, ces ajustements interviennent dans un contexte d'arbitrage entre soutenabilité budgétaire et préservation du pouvoir d'achat, avec des effets probables sur les coûts de transport, voire l'inflation.

Bonne progression de l'activité économique dans l'UEMOA en mars 2026

Selon le dernier [bulletin mensuel des statistiques](#) de la BCEAO, les principaux indicateurs de l'UEMOA ont évolué à la hausse en mars 2026. L'indice de production a progressé de 6,4 % en glissement annuel (g.a.) et celui des services financiers de 15,5 %, tandis que les indices du chiffre d'affaires dans le commerce et dans les services marchands ont progressé respectivement de 4,2 % et 5,6 % en g.a. Par ailleurs, l'indicateur moyen du climat des affaires est ressorti à 100,7, en légère baisse par rapport à février 2026 (-0,1 point). Enfin, le taux d'inflation en g.a. au sein de l'UEMOA s'élève à 0,1 % en g.a contre -0,1 % en février 2026. La tendance haussière de l'inflation est principalement portée par la hausse des prix de

la composante "Logement" et atténuée par la baisse des prix des produits alimentaires.

Bénin

Le taux d'accès des femmes aux services bancaires inférieur à celui des hommes

[Selon les données du Livret genre 2024](#) de l'UEMOA publiés récemment par l'Institut national de la statistique et de la démographie (INStaD), 24,6 % des femmes âgées de 15 ans et plus au Bénin détiennent un compte bancaire contre 36,8% pour les hommes, en deçà de la moyenne de l'UEMOA qui s'établit à 28,5 % pour les femmes et 42,4 % pour les hommes. En outre, les estimations montrent que 19,7 % des femmes et 27,2 % des hommes ont un compte bancaire auprès d'un fournisseur de services d'argent mobile (*mobile money*), contre respectivement 3,3 % et 9,7 % qui ont un compte auprès d'une banque classique. Indépendamment du lieu de résidence, le taux de détention d'un compte bancaire demeure plus élevé chez les hommes, quel que soit le type de fournisseur de services financiers (banque classique ou mobile money).

Burkina Faso

Suspension des importations de riz

Le 29 avril 2026, les autorités [ont annoncé](#) dans un communiqué suspendre la délivrance des autorisations spéciales d'importation du riz. Cette mesure vise à relancer la filière riz locale, en concurrence avec le riz importé depuis l'Asie. D'après Trade Map, le Burkina Faso a en effet importé plus de 900 000 tonnes de riz en 2025, majoritairement d'Inde et de Thaïlande. Le Burkina Faso n'est pas le seul pays à voir sa filière riz en difficulté, le Sénégal, le Mali et le Ghana [ont également adopté](#) des mesures de relance (subventions, rachat de production).



Cap-Vert

Swissport devient actionnaire majoritaire de CV Handling

Le 28 avril 2026, l'opérateur suisse Swissport, premier prestataire mondial de manutention aéroportuaire, a signé un accord avec de la Société nationale des aéroports pour l'acquisition de 51 % du capital de Cabo Verde (CV) Handling pour un montant 36 M EUR. L'opération inclut également 10,5 M EUR d'investissements supplémentaires sur cinq ans, portant notamment sur la modernisation des infrastructures aéroportuaires et la création d'une académie de formation. Le gouvernement capverdien a conservé 10 % du capital destinés aux salariés et à la diaspora. Cette privatisation s'inscrit dans la stratégie de positionnement du Cap-Vert comme hub aérien régional de référence.

Côte d'Ivoire

Accord au niveau des services pour la 6^e revue FEC/MEDC et la 5^e revue FRD

Le 30 avril 2026, les services du FMI ont annoncé un accord avec les autorités ivoiriennes portant sur la 6^e et dernière revue du programme appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC) et le Mécanisme élargi de crédit (MEDC), ainsi que sur la 5^e et dernière revue de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD). Cet accord, sous réserve de l'approbation du Conseil d'Administration du FMI, permettra un décaissement total d'environ 844 M USD, dont 509,5 M USD au titre du programme FEC/MEDC et 334,4 M USD au titre de la FRD. Les autorités ont atteint les principaux objectifs macroéconomiques, dont un déficit budgétaire ramené à 3 % du PIB en 2025, conforme à la norme de convergence de l'UEMOA. Pour 2026, la croissance est attendue à 6 % (après 6,5 % en 2025), l'inflation à 3,3 % (contre 0,1 %) et le

déficit courant à 2,2 % du PIB (contre 0,7 %), dans un contexte de tensions internationales. Le déficit budgétaire pourrait s'élargir au-delà des 3 % du PIB afin de soutenir les populations les plus vulnérables, tout en préservant les acquis du programme, tandis que les réserves régionales atteignent environ 8 mois d'importations à fin mars 2026.

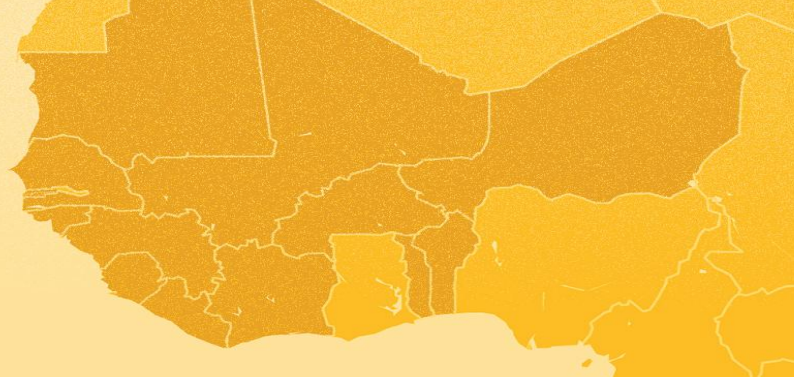
Un besoin de recapitalisation de 11 entreprises publiques estimé à environ 60 M EUR

Le gouvernement ivoirien envisage une opération de recapitalisation de 11 entreprises publiques pour un montant global estimé à 39,1 Md FCFA (59,6 M EUR), dont 28,9 Md FCFA (44,1 M EUR) seraient directement pris en charge par l'État proportionnellement à son niveau de participation. Cette mesure vise principalement à restaurer les fonds propres des sociétés publiques concernées et à préserver leur capacité opérationnelle. Les résultats provisoires à fin 2025 indiquent un chiffre d'affaires cumulé de l'ensemble des entreprises publiques de 4 728,3 Md FCFA (7,2 Md EUR), en hausse de 1,2% par rapport à 2024, et un résultat net cumulé de 240,3 (366,3 M EUR), soit une baisse de 1 % par rapport à 2024.

Guinée

Règlement du différend minier avec GAC/EGA

L'Etat guinéen et Guinea Alumina Corporation (GAC), filiale du groupe Emirates Global Aluminium (EGA), ont conclu un accord amiable visant à clore les litiges liés à l'arrêt des activités de GAC depuis un an et à l'interruption de l'approvisionnement en bauxite du groupe EGA. L'accord, qui est soumis à certaines conditions, prévoit d'une part, le versement par l'État guinéen d'un montant forfaitaire à GAC, en contrepartie du transfert des actifs de ce dernier à Nimba Mining Company en vue de



l'exploitation du projet bauxitique de Sangarédi, et d'autre part la reconduction des accords d'approvisionnement en bauxite entre la Compagnie des Bauxites de Guinée (CBG) et le groupe EGA.

Lancement du pacte AgriConnect pour soutenir les chaînes de valeur agricoles

Le Pacte AgriConnect a été lancé officiellement le 30 avril 2026 par les autorités guinéennes, en partenariat avec la Banque mondiale. Cette initiative vise entre autres à accélérer la transformation durable des systèmes agroalimentaires et à renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Elle repose sur une approche de coordination renforcée et complémentaire des interventions du Gouvernement, du Groupe de la Banque mondiale à travers l'Association internationale de développement (IDA), la Société financière internationale (IFC) et l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA), ainsi que des partenaires techniques et financiers, du secteur privé et des organisations de producteurs. Le pacte ambitionne notamment d'améliorer l'accès au financement, aux technologies et aux marchés pour les producteurs. Il s'inscrit dans une dynamique de diversification économique et de valorisation du potentiel agricole du pays.

Guinée-Bissau

Accord au niveau des services pour la 11^e revue FEC

Le 5 mai 2026, les services du FMI [ont annoncé](#) la conclusion d'un accord portant sur la 11^e revue du programme appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC). Cet accord, subordonné à la mise en œuvre d'actions préalables et à l'approbation du Conseil d'administration du FMI, permettrait un décaissement de 1,2 M DTS (1,6 M USD). La mise en œuvre du programme a été perturbée par le coup d'Etat de novembre

2025, qui a accru les contraintes de financement. Les services du FMI notent toutefois l'accomplissement de tous les objectifs quantitatifs du programme pour cette revue par les autorités de transition. La croissance du PIB réel, estimée à 5,8 % en 2025, devrait ralentir en 2026 dans un contexte marqué par la hausse des prix internationaux du carburant et des incertitudes sur la campagne de commercialisation de la noix de cajou. Les autorités visent un renforcement de la mobilisation des recettes et une priorisation des dépenses, afin de préserver la stabilité macroéconomique. Les efforts de diversification économique, notamment dans les secteurs de la pêche et des industries extractives (pétrole, phosphate, bauxite), devraient contribuer au renforcement de la résilience à moyen terme.

Libéria

La Banque centrale maintient son taux directeur à 16,25 %

Le 27 avril 2026, le Comité de politique monétaire (CPM) de la Banque centrale du Libéria (CBL) [a décidé](#) de maintenir le taux directeur à 16,25 %, mais souligne que la situation économique à court terme est exposée à de sérieux risques baissiers en raison de la situation géopolitique internationale. Les ratios de réserves obligatoires demeurent inchangés à 25 % pour les dépôts en dollars libériens et à 10 % pour ceux en dollars américains. Le CPM note que l'économie libérienne demeure résiliente, avec une projection de croissance maintenue à 5,1 % pour 2026. L'inflation en glissement annuel s'est établie à 3,6 % au 1^{er} trimestre 2026, contre 4,4 % au trimestre précédent, mais s'élèverait autour de 5,3% au 2^e trimestre 2026. Le CPM relève le bon niveau de capitalisation et de liquidité du secteur bancaire, caractérisé par un ratio de liquidité de 53,2 %, tout en notant que le taux de créances douteuses reste élevé à



13%. Sur le plan externe, les réserves internationales brut ont progressé à 722,5 M USD à fin mars 2026, ainsi que la couverture en termes de mois d'importations qui atteint 2,9 mois, contre 2,5 mois le trimestre précédent.

Mauritanie

Déploiement du câble sous-marin EllaLink

Le 4 mai 2026 à Nouadhibou, les autorités mauritaniennes [ont procédé](#) à l'installation de la section côtière du câble sous-marin EllaLink, cofinancé par l'Etat mauritanien, l'UE et la BEI et mis en œuvre par Alcatel Submarine Networks et Ellalink. D'une capacité initiale de 200 Gbps extensible à 12 Tbps, ce câble reliera la Mauritanie à l'Europe via le Portugal et à l'Amérique du Sud via le Brésil. Dans un pays où seulement 45,8 % de la population utilisait Internet en 2024 et où les dépenses Internet mobile représentent 2,9% du RNB par habitant, cette infrastructure devrait contribuer à réduire significativement les tarifs et élargir l'accès aux services numériques.

Niger

181 M USD de la BAfD pour l'entrepreneuriat agricole des jeunes

Le 24 avril 2026, la Banque africaine de Développement (BAfD) [a approuvé](#) un financement de 180,6 M USD à destination de la mise en œuvre du Programme intégré de développement de l'agripreneuriat des jeunes et de l'innovation technologique et financière (PIDAJ) au Niger. Ce programme a pour objectif d'encourager l'insertion professionnelle des jeunes dans les filières agricoles et agro-industrielles, ainsi que d'améliorer la sécurité alimentaire, de moderniser l'agriculture et de soutenir l'économie rurale. Le PIDAJ s'appuie sur

une stratégie combinant formation technique et professionnelle et amélioration de l'accès aux services financiers. Seront financés entre autres : (i) la construction de 5 lycées professionnels agricoles, 8 centres d'agripreneuriat et un centre d'innovation et d'incubation, (ii) la réhabilitation de 9 centres de formation aux métiers agricoles, et (iii) la mise en place de mécanismes de financement adaptés aux jeunes entrepreneurs et de solutions d'assurance agricole et climatique. Au total, 5 000 jeunes entrepreneurs bénéficieraient directement de ce programme, dont 30 % de femmes, ainsi que près de 95 000 jeunes supplémentaires de façon indirecte.

Sénégal

La BIDC et la BNDE signent un accord de 30,5 M EUR pour renforcer le financement des PME

Le 30 avril 2026, la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) et la Banque nationale pour le développement économique (BNDE) [ont signé](#) un accord de prêt visant à la mise en place d'une ligne de crédit de 20 Md FCFA (30,5 M EUR), exclusivement dédiée au financement des PME sénégalaises. Cette signature fait suite à une première opération conclue entre les deux parties en 2021 pour la mise en place d'une ligne de 10 Md FCFA (15,2 M EUR), ayant permis de financer 15 projets de PME. Par ailleurs, cet accord vise à corriger un déséquilibre structurel persistant : les PME représentent 99,8% des entreprises sénégalaises, mais ne captent que 9 % du crédit bancaire total.

Admission à la BRVM des titres issus du FCTC "Croissance agricole"

Le 5 mai 2026, [s'est tenue](#) la cérémonie de première cotation sur la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) des obligations issues du Fonds commun de titrisation de créances

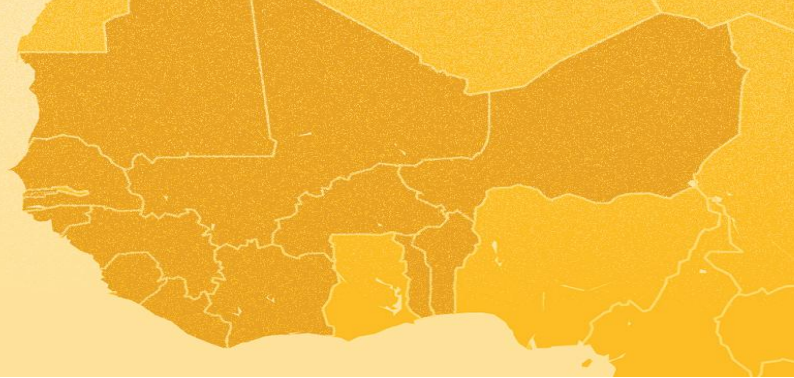


(FCTC) "Croissance Agricole" de la Banque Agricole du Sénégal. Pour rappel, l'opération de titrisation avait permis de mobiliser 80 Mds FCFA (122 M EUR) sur le marché financier de l'UEMOA entre août et septembre 2025. Il s'agit ainsi de la première opération de titrisation, permettant de transformer des créances en titres négociables, destinée au financement du secteur agricole sénégalais.

Sierra Leone

Signature d'un accord de permis de reconnaissance avec Shell pour l'exploration pétrolière offshore

Le 22 avril 2026, la direction des hydrocarbures du Sierra Leone [a signé](#) un accord de permis de reconnaissance avec Shell, en marge du forum *Invest in African Energy 2026* organisé à Paris. L'entreprise obtient ainsi l'autorisation de mener des études géologiques et géophysiques avancées sur 19 blocs offshore, couvrant une zone de 20 594 km² dans les eaux territoriales sierraléonaises. Le programme de reconnaissance prévoit entre autres l'analyse de données sismiques, l'intégration de données de forage, l'identification de zones de réservoirs et la cartographie des gisements. Pour rappel, le pays ne dispose à ce jour d'aucune infrastructure pétrolière et la dernière tentative de forage [remonte](#) à 2013.



Publications

Retrouvez ci-dessous les liens des dernières publications régionales des indicateurs de développement, et chiffres clés.

Chiffres clés	Indicateurs de développement
Bénin	Bénin
Burkina Faso	Burkina Faso
Cap-Vert	Cap-Vert
Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire
Gambie	Gambie
Guinée	Guinée
Guinée-Bissau	Guinée-Bissau
Libéria	Libéria
Mali	Mali
Mauritanie	Mauritanie
Niger	Niger
Sénégal	Sénégal
Sierra Leone	Sierra Leone
Togo	Togo

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)